



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Sujets d'examens : idéologie quand tu nous tiens !

Les sujets d'examen soumis aux élèves cette année sont révélateurs du climat idéologique dans lequel nous baignons. Adieu esprit critique et réflexions complexes, vantons l'apprentissage et les interventions militaires françaises ! Deux exemples pour une même démarche : imposer un cadre de pensée unique.

Bac pro secteur production : un sujet d'éco-gestion à la gloire de l'apprentissage !

Le ministère ne prend désormais aucune précaution pour faire l'éloge de l'apprentissage. Sa volonté de répondre favorablement au diktat du patronat va jusqu'à utiliser les arguments de ce dernier jusque dans les sujets d'examen. En effet, le sujet d'éco-gestion du bac professionnel secteur production de cette session a de quoi surprendre.

La seconde partie propose au candidat de traiter un sujet choisi parmi trois propositions. Le sujet C consistait à expliquer l'intérêt de poursuivre des études en contrat d'apprentissage. A travers des indications très orientées, l'élève est amené en finalité à expliquer le choix du mode de poursuite d'études qu'il a fait. En appui du sujet, des tableaux et des graphiques extraits de magazines comme le Figaro ou le Monde qui illustrent de façon très partisane, la situation de l'apprentissage en France ne laissant aucun doute sur le parti pris du document. Excepté un schéma sur les secteurs touchés par la baisse de l'alternance, les autres présentent l'apprentissage sous des formes dithyrambiques : un schéma sur les salaires des apprenti-es, un autre sur les entreprises qui embauchent des apprenti-es... Cette présentation agrémentée de données chiffrées très contestables (sur le nombre d'embauches par exemple) est inacceptable.

Par ailleurs, l'ensemble des sources documentaires à l'appui des différents sujets reflètent également un choix très partisan. Des extraits du FIGARO dont chacun connaît l'orientation politique sont utilisés à plusieurs reprises.

De toute évidence, le Ministère ne se prive pas d'utiliser même les sujets d'examen pour distiller une pensée dominante auprès des élèves que ce soit par le choix du sujet comme de celui des documents à l'appui de la réflexion. Il participe à l'affaiblissement de la voie professionnelle sous statut scolaire et démontre ainsi que l'acte éducatif est bien un acte politique, ici au service du capitalisme.

La CGT Educ'action ne peut accepter cette promotion de l'apprentissage et la diffusion d'une telle propagande, en toute impunité. Elle continue d'agir pour que l'Education permette l'accès à l'émancipation intellectuelle et à la culture pour tous.

Brevet des collèges : une épreuve d'Education Morale et Civique (EMC) au garde à vous !

Alors que «*L'objectif de l'EMC est d'associer dans un même mouvement la formation du futur citoyen et la formation de sa raison critique. [...]*», les candidat-es au Brevet 2017 n'avaient d'autre choix que de glorifier le rôle de l'armée française à partir d'un document qui relate l'intervention de militaires après des intempéries... «*Vous avez été choisi(e) pour représenter la France au prochain sommet de l'Union européenne. Vous êtes chargé(e) de réaliser une note pour présenter une mission des militaires français sur le territoire national ou à l'étranger. Montrez-en quelques lignes que l'armée française est au service des valeurs de la République et de l'Union européenne.*»

Au moment où la France, engagée dans des guerres dont on ne parle que bien peu, voilà que l'on exige des élèves de troisième de dresser un portrait obligatoirement flatteur d'une institution que chaque citoyen doit être en droit de remettre en cause. La façon dont est posé le sujet ainsi que le document proposé ne laisse que peu de place à la «*raison critique*».

La CGT a toujours milité pour la paix entre les peuples et réaffirmé son exigence de voir cesser au plus vite toutes les interventions militaires dans le monde, à commencer par celles engagées par la France.

Montreuil, le 05 juillet 2017